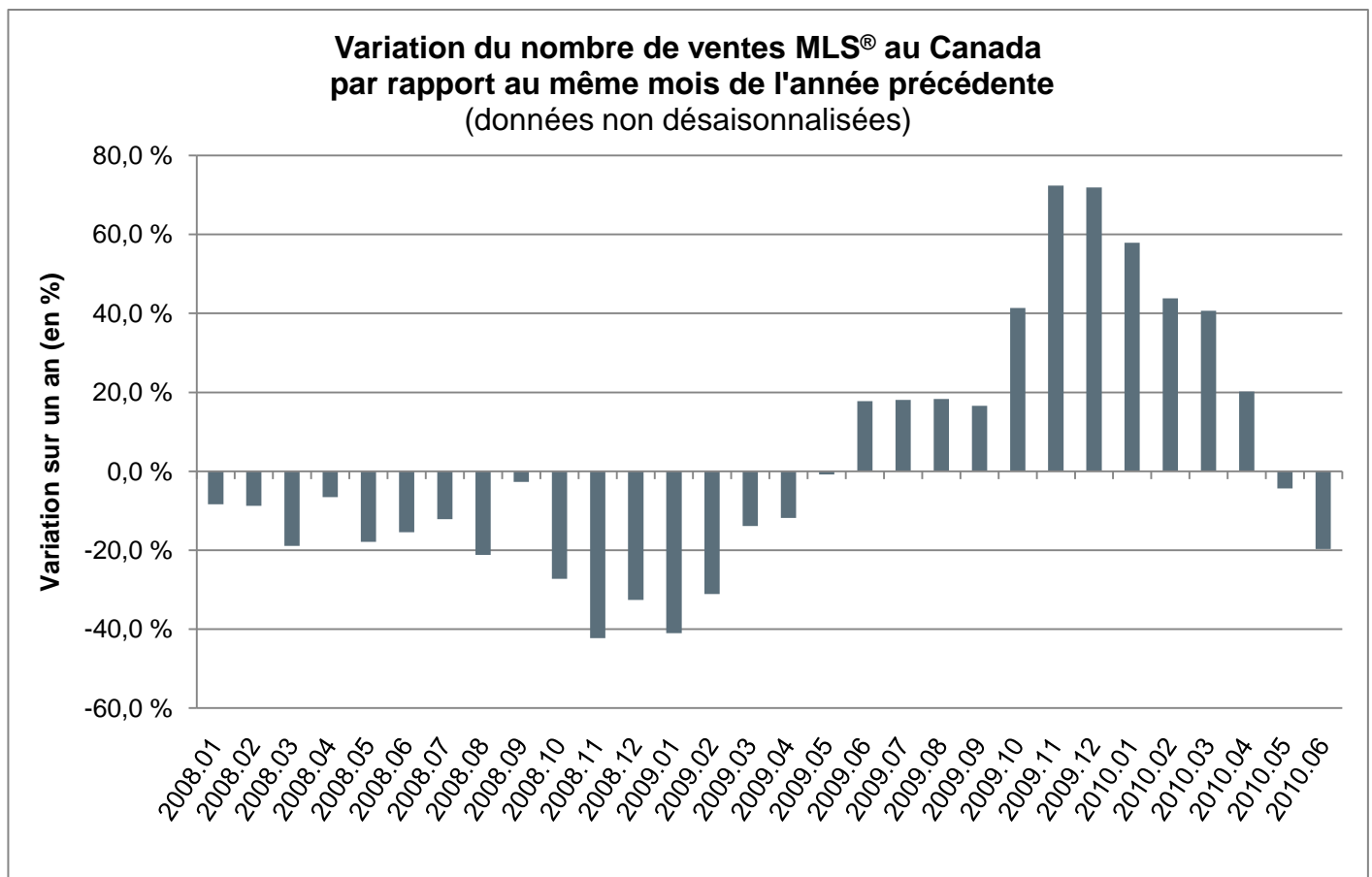


## Le marché de la revente canadien continue de ralentir en juin

Selon l'Association canadienne de l'immeuble (ACI), 43 810 transactions immobilières (données non désaisonnalisées) ont été réalisées au Canada en juin 2010, soit un recul de 20 % comparativement au mois de juin 2009. Cette baisse fait suite à un recul de 4 % observé en mai, qui avait mis fin à une série de onze hausses mensuelles consécutives. Encore une fois, le ralentissement touche les principaux marchés canadiens : l'Alberta (- 35 %), la Colombie-Britannique (- 22 %), l'Ontario (- 18 %) et le Québec (- 16 %).



Source : Association canadienne de l'immeuble

Malgré le recul du nombre de transactions observé en juin, le prix moyen pour l'ensemble des propriétés existantes vendues au Canada a continué de croître pour atteindre 342 662 \$, soit une hausse de 5 % par rapport au niveau atteint un an auparavant. L'augmentation des prix se fait toutefois à un rythme de moins en moins soutenu, et ce, depuis le mois de janvier 2010, qui avait enregistré une hausse du prix moyen de 20 %.

Pour consulter le communiqué officiel de l'ACI, [cliquez ici](#).



## Précisions sur le marché de la revente au Canada

Les données sur le marché de la revente pour l'ensemble du Canada sont publiées mensuellement (aux alentours du 15<sup>e</sup> jour de chaque mois) par l'Association canadienne de l'immeuble (ACI).

### Le marché de la revente au Canada et le marché de la revente au Québec

L'évolution du marché de la revente au Canada est un bon point de comparaison avec l'activité immobilière au Québec. Il est particulièrement intéressant de comparer la situation du marché de la revente dans les grands centres urbains canadiens. Aussi, de par son influence potentielle sur la confiance des consommateurs, l'activité sur le marché immobilier dans le reste du Canada peut avoir un effet sur le marché québécois. Par exemple, une situation difficile sur le marché immobilier dans l'ouest du Canada peut avoir une influence négative sur les consommateurs québécois, qui pourraient s'inquiéter de voir également une dégradation de l'activité immobilière au Québec.